

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Gérald Bernier et Gérard Boismenu (dir.), *Crise économique, transformations politiques et changements idéologiques*, Actes du colloque de la Société québécoise de science politique 1983, Cahiers de l'ACFAS, N° 16, Montréal, 1983, 523 p.

par Paul Pilisi

Politique, n° 6, 1984, p. 195-200.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040472ar>

DOI: 10.7202/040472ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Gérald Bernier et Gérard Boismenu (dir.), *Crise économique, transformations politiques et changements idéologiques*, Actes du colloque de la Société québécoise de science politique 1983, Cahiers de l'ACFAS, N° 16, Montréal, 1983, 523 p.

Sous ce titre sont rassemblés les textes des exposés du colloque de la Société québécoise de science politique. Les deux directeurs de l'ouvrage collectif indiquent que la «crise économique imprègne les conditions de vie de larges couches de la population...» et elle «se caractérise par son ampleur et sa généralisation» (9-10). Pour cerner les modèles, les problèmes et les enjeux, ils précisent que la démarche multidisciplinaire et l'approche comparative s'imposent.

La première partie, ayant comme titre, «Crise et transformations des régimes», propose de traiter la crise dans une dimension

comparative. Les systèmes économiques et politiques étudiés sont ceux des pays occidentaux, des pays de l'Est et de l'Amérique latine. La deuxième partie, consacrée à «l'État canadien en crise», analyse les transformations de l'appareil étatique, les effets de la crise sur les forces politico-sociales et les idéologies, en particulier au Québec.

Ces espaces étudiés, en l'occurrence l'Amérique latine, l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale, les pays de l'Est, l'URSS, pays continental et eurasien, appartiennent à des civilisations différentes. Le clivage aux niveaux de l'industrialisation, de la typologies des régimes et des idéologies, indique déjà la complexité des modèles et des variables face aux tentatives de simplifications normatives. Est-ce qu'il s'agit d'une crise de civilisation ou tout simplement d'une crise économique? Est-ce que la crise de solidarité au sein de l'Europe communautaire ou au Canada peut s'exprimer dans sa seule dimension économique? La réforme religieuse en Occident (on célèbre le demi-millénaire de la naissance de M. Luther), la crise de l'Empire Ottoman ou de la Russie tsariste avaient-elles été liées aux crises économiques? S'il y a crise économique et transformation des régimes, comment les régimes soviétiques et est-européens se transforment-ils? Quant à la démarche multidisciplinaire, notion à la mode et assez vague, il s'agit plutôt d'une juxtaposition des démarches disciplinaires. L'approche comparative, à notre avis, devrait être autre chose qu'une suite d'études écrites par des spécialistes sur l'URSS, les pays de l'Amérique latine ou le Canada. On ne peut pas raisonnablement exiger d'un spécialiste du marché noir en URSS qu'il compare cet aspect auxiliaire et nécessaire de la vie soviétique à un phénomène comparable au Québec ou en Amérique latine.

Comme le souligne Daniel Seiler dans son essai, *La politique comparée*, (Paris, Armand Colin, 1982) la démarche comparative en science politique est encore dans l'enfance «où règne le «bricolage idéologique» (27)».

H. Gintis et S. Bowles brossent le tableau de la crise économique aux États-Unis, A. Lipietz et J. Gough exposent des idées et la critique des idées sur l'État-providence respectivement en France et en Angleterre.

Quant à la « Crise politique » et aux transformations des régimes dans les pays de l'Est, il convient de mentionner quelques faits. Wittgenstein nous rappelle que le monde est un ensemble des faits, non pas de choses. En premier lieu, jamais une crise de nature économique n'a réussi à changer les régimes de l'URSS ou des pays de l'Est. La famine de 1932 en Ukraine, provoquant la mort de plusieurs millions de personnes, niée officiellement depuis lors, n'avait aucun effet sur le régime. La NEP de Lénine, tactique politique plutôt que réforme en matière économique, avait été conçue non pas en fonction de l'amélioration du niveau de vie mais en fonction des objectifs et de la finalité de l'idéologie. Comme nous le rappelle Dahrendorf, la crise socio-économique, dans le socialisme réel, entre société sans parti et parti-État, est automatiquement politique. L'inexistence de « corps intermédiaires » entre parti-État et société sans parti provoque presque automatiquement la politisation de la crise. Les « corps intermédiaires » du socialisme réel, sans aucun rôle de médiation entre parti-État et société ne peuvent exister que par et pour le parti. Les « choses » relatives au pacifisme ou au marché noir n'y sont pas réglées par les constitutions mais par le code pénal.

Dans son étude sur « Les formes actuelles de crise dans les économies de type soviétique », B. Chavance identifie le mauvais temps comme l'une des causes de la pénurie alimentaire dans plusieurs pays socialistes. « Plusieurs années de mauvaises récoltes se sont succédées dans l'agriculture suscitant parfois des pénuries alimentaires ou conduisant à des mesures de rationnement comme en Pologne, en URSS, en Roumanie » (131). On pourrait même confirmer ce genre de réflexion en se référant aux versions plus explicites circulant dans ces pays. Ainsi, à la question de savoir

«qui» sont les principaux ennemis de l'agriculture socialiste de «type soviétique», la réponse sera brutalement simple: le printemps, l'été, l'automne et l'hiver (cf. Ch. Yelen).

L'article de L. Duhamel, sur «Le marché noir et son impact sur les systèmes économiques et politiques de l'URSS», contient des suggestions fort intéressantes pour les dirigeants soviétiques en lutte contre le marché noir. «Selon certains intellectuels de gauche, l'URSS aurait besoin d'une décentralisation autre que celle proposée par Liberman au début des années soixante, qui consisterait à donner à la base ouvrière et paysanne des attributs plus étendus à l'intérieur des unités de production.» (177). Certains intellectuels russes et baltes avaient ainsi compris le socialisme déjà en 1919-1920 à Kronstadt par exemple. Trotsky, à la tête de l'armée rouge expéditionnaire, leur avait expliqué à la pointe du fusil que leur compréhension du socialisme et du centralisme démocratique était «erronée». Les ouvriers susceptibles de revendiquer des attributs «plus étendus à l'intérieur des unités de production» ont été enrôlés dans l'armée. La militarisation des unités de production n'est pas, à toute fin pratique, une assemblée délibérante, mais une unité hiérarchique tenue d'exécuter les ordres. La loi martiale en Pologne avait les mêmes portées et effets.

En URSS, le centralisme démocratique est devenu un mot dépourvu de toute signification. Les dirigeants soviétiques, en feuilletant la liste des souhaits de «certains intellectuels de gauche», pourraient découvrir des recettes magiques, riches en imagination. Les mêmes dirigeants, «en lutte» contre le marché noir, devraient également retenir la recommandation suivante en matière de finances publiques: «Si le taux de change officiel du rouble était amené à sa valeur, cela anéantirait une partie à tout le moins du marché noir...» (179). Et le commerce à l'intérieur du Comecon? Et le prix du pétrole, acheté par les pays frères, exprimé en roubles? Il ne serait pas sans intérêt de rassembler ces recommandations

et de les proposer au plénum du Comité Central devenu peu imaginatif en matière fiscale.

Que penser de l'affirmation suivante relative à l'écart des revenus? «Même si l'écart des salaires du plus haut au plus bas niveau est de beaucoup moins important que ce qui existe dans les pays capitalistes développés, l'inégalité salariale, combinée à la pénurie de produits, engendre la constitution d'une élite privilégiée» (172). Est-ce l'œuf qui engendre la poule ou l'inverse? Précisons qu'en URSS et dans les pays de l'Est, les privilèges ne sont pas liés aux salaires mais au statut. La datcha ou la résidence d'été à la Mer Noire n'appartenait pas à Staline, à Khrouchtchev ou à Brejnev et ne sont pas la propriété d'Andropov. Elles sont à la disposition du premier secrétaire du parti communiste de l'Union Soviétique en fonction. Peut-on vraiment expliquer l'émergence d'une élite privilégiée par l'inégalité salariale et par la pénurie de produits? On peut déduire logiquement de cette affirmation que la danseuse étoile du Bolchoï, le fils de Brejnev ou de Gromiko appartiennent à une élite privilégiée à condition qu'il y ait inégalité salariale et pénurie alimentaire? Comme si la collection de voitures de Brejnev avait été réalisée grâce à son salaire en lui permettant de se procurer une Lincoln Continental ou une Porche auprès des kolkhoziens enrichis de Kazakhstan dont le chef du KGB, un autre privilégié, lui avait indiqué les adresses.

L'étude de L. Beaudry, sur «Le changement idéologique des courants progressistes au Québec, une forme de participation à la «crise du marxisme» (1960-1980)», brosse le tableau des «socialismes» existants au Québec. Passant en revue des tendances marxistes, léninistes, trotskystes voire féministes, le lecteur à l'impression de se promener sur le terrain du socialisme imaginaire. Le programme du RPS proclame, entre autres, que «Le socialisme est à inventer puisque jamais la conciliation du socialisme et de liberté n'a été réalisée» (470). Quant au «socialisme réel», ni la

révolution d'octobre 1917, ni la pratique du socialisme en URSS, dans les pays de l'Est ou en Chine ne peuvent être considérées comme faisant partie de la tradition socialiste (467). Comment interpréter une affirmation pareille? Peut-être faudrait-il commander une étude de marketing sur la «faisabilité du socialisme», cette fois vrai. Inventer le «vrai socialisme» de toute pièce, enregistrer le brevet précieux après expérimentation à Ste-Agathe, confier le marketing à une maison spécialisée et vendre à rabais aux pays socialistes nécessiteux.

G.-R. Laliberté s'interroge sur «L'actualité de l'alternative socialiste au Québec» et pose la question que voici: ...«est-il possible de fusionner au socialisme en une même praxis de libération sociale, trois courants qui me semblent prioritaires au Québec actuel: le féminisme, la démocratie ouvrière et le nationalisme?» (497). Dans la conclusion, l'auteur répond «positivement à l'interrogation centrale» de son texte. Quel serait le sort des handicapés, des vieillards, des masculinistes, des trotskystes, des maoïstes, des léninistes, des nihilistes, des Indiens qui n'auraient pas œuvré au fusionnement de ces courants prioritaires?

Qu'est-ce que le socialisme? Peut-être l'avenir radieux de l'humanité qui s'éloigne au fur et à mesure qu'on s'approche de lui.

Paul Pilisi

Université du Québec à Chicoutimi